

[Ford Blanquefort : La confiance des uns, les inquiétudes des autres...](#)



Mardi, 18 Février 2014 06:00



Pour la première fois depuis l'accord signé le 23 mai 2013 entre les représentants de Ford Europe, les collectivités locales et l'Etat, un point d'étape a été réalisé hier.

Appelé à se réunir à intervalles réguliers, le comité de suivi a pour objectif de mesurer l'évolution du projet industriel mis en place sur le site de Ford Aquitaine Industries (FAI) à Blanquefort. L'accord validé il y a moins d'un an stipulait qu'en contrepartie des aides versées par l'Etat et les collectivités locales à l'usine, le constructeur automobile s'engageait à maintenir au moins un millier d'emplois sur le site pour les cinq prochaines années.

Qu'a-t-on appris hier midi, au terme d'une réunion de près d'une heure et demi ? Rien de bien neuf. Car les inquiétudes que manifestent les salariés, dont une petite quarantaine était rassemblée devant la résidence préfectorale, n'ont pas été levées. Et la position des pouvoirs publics, qui ont

estimé, par l'intermédiaire du préfet Michel Delpuech, que « les engagements (de Ford) ont été tenus » depuis la signature de l'accord, n'a pas non plus évolué.

Encore du chômage partiel

Si les employés sont aussi sceptiques, c'est qu'ils constatent, au jour le jour, que le volume de travail au sein de l'usine ne suffit pas à assurer l'emploi d'un millier de salariés : « nous sommes en sureffectif d'environ 200 personnes, affirme Philippe Poutou, représentant syndical CGT chez FAI. C'est la raison pour laquelle Ford prévoit 250 000 heures de chômage partiel pour 2014 alors qu'il ne devait pas y en avoir. »

Selon le syndicaliste, seule l'émergence de nouvelles productions pourrait garantir la pérennité des emplois. Wolfgang Schneider, vice-président des relations institutionnelles de Ford, affirme le contraire : « il n'y a pas de nouveau projet mais nous sommes très confiants dans le fait de pouvoir réaliser les 1000 emplois avec les projets en cours et qui vont être en partie lancés dans les mois qui viennent. » La « montée en puissance » de la production de la transmission 6F35 et du double embrayage dans les prochains mois devraient ainsi assurer une activité suffisante. « On comprend les inquiétudes des salariés mais on croit qu'elles ne sont pas justifiées », estime Wolfgang Schneider.

Un discours « pas honnête »

Pour le préfet, qui pilote le comité de suivi, le « ton raisonnablement optimiste » employé hier par les responsables de Ford Europe n'avait rien de la méthode Coué : « nous avons acté positivement la réalité des investissements, le lancement de nouveaux produits et la progression très forte du chiffre d'affaires de l'usine Ford. (...) L'objectif de l'entreprise, comme notre attente, est qu'il n'y ait plus de temps partiel en 2015. Nous garderons le même état d'esprit, c'est à dire un accompagnement et un certaine forme de vigilance. »

Cette vigilance des pouvoirs publics, c'est justement ce que réclament les salariés, qui ont déposé hier une pétition, riche de 569 signatures, exprimant leur inquiétude : « rien ne garantit aujourd'hui les 1000 emplois, regrette Philippe Poutou. En plus, on a la confirmation que Ford ne cherche pas de nouvelle activité alors que c'est fondamental pour assurer les 1000 emplois. Le discours de Ford n'est pas honnête, il y a quelque chose qui ne va pas. On est inquiets, il faut sensibiliser les pouvoirs publics, qui semblent eux aussi plutôt inquiets quand même. Car tout le monde ne se fait pas bluffer par ces paroles là. »

Le prochain comité de suivi est programmé au mois d'octobre. •

OSF

Photo : Le comité de suivi, auquel participent les représentants syndicaux, s'est réuni pour la première fois © OSF

A lire aussi dans Direct Matin Bordeaux7:

- 29/08/2013 - [Les dossiers chauds de l'été bordelais](#)
 - 23/05/2013 - [Ford Blanquefort : « on revient de très loin »](#)
 - 13/12/2012 - [Ford Europe en visite](#)
-